

DÉBATS ET CONTROVERSES SUR L'AVENIR DE LA PETITE AGRICULTURE

Valéria Hernández et Pascale Phélinas

Presses de Sciences Po | *Autrepart*

2012/3 - N° 62
pages 3 à 16

ISSN 1278-3986

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-autrepart-2012-3-page-3.htm>

Pour citer cet article :

Hernández Valéria et Phélinas Pascale, « Débats et controverses sur l'avenir de la petite agriculture », *Autrepart*, 2012/3 N° 62, p. 3-16. DOI : 10.3917/autr.062.0003

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Débats et controverses sur l'avenir de la petite agriculture

*Valéria Hernández**, *Pascale Phélinas***

Les petites exploitations dominent encore le secteur agricole de nombreux pays à faible revenu : on estime leur nombre à 500 millions, et sur les trois milliards de ruraux que compte le monde en développement, les deux tiers cultivent moins de deux hectares [Nagayets, 2005]. Bien qu'elles contribuent à l'essentiel de la production, ces petites exploitations restent caractérisées par des rendements faibles, une commercialisation limitée des produits, et regroupent l'immense majorité des plus pauvres et des mal nourris de la planète. Toutefois, en dépit de ce constat préoccupant et des prédictions récurrentes sur la disparition de la petite agriculture, on observe que le nombre des petites unités a augmenté au cours du temps, tout comme la part des terres agricoles qu'elles exploitent.

La nécessité de réinvestir le développement de l'agriculture fait largement consensus à l'heure actuelle. Un certain nombre d'analystes considèrent que libérer le potentiel de la petite agriculture serait le moyen le plus pertinent d'accroître la production agricole, de soutenir l'économie dans son ensemble et de réduire la pauvreté. Cette posture pro agriculture familiale s'appuie sur un corpus de travaux parfois anciens, mais qui font toujours autorité. Schultz s'oppose déjà, en 1964, à l'idée prédominante selon laquelle la petite agriculture familiale résisterait à la modernisation, et affirme qu'elle est efficace compte tenu des imperfections des marchés ruraux et des contraintes auxquelles elle doit faire face. Dans cette perspective, l'amélioration des techniques culturales et du fonctionnement des marchés (de la terre, des intrants, du crédit, etc.) doit résoudre les problèmes auxquels sont confrontés les petits agriculteurs. Les travaux pionniers de Johnston et Mellor [1961] quant à eux mettent en lumière les liens de demande et de production entre secteur agricole et non agricole et montrent que promouvoir la petite agriculture a le plus grand effet multiplicateur car les canaux de transmission sont plus actifs lorsque l'augmentation de la production est le fait des petites exploitations : elles utilisent

* Anthropologue, IRD, UMR 201 « Développement et sociétés », Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne-IRD.

** Économiste, IRD, UMR 201 « Développement et sociétés », Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne-IRD.

relativement plus de travail par hectare que les grandes unités, et les petits paysans ont une plus grande propension à dépenser leur revenu localement. Plus récemment, de nombreux auteurs ont montré que la performance du secteur agricole est associée à une croissance économique plus élevée et à une plus grande réduction de la pauvreté [Banque mondiale, 2008 ; Irz *et al.*, 2001 ; Valdés, Foster, 2011].

Si les bienfaits de la croissance agricole sont largement démontrés, la capacité des petites exploitations à se transformer en entreprises agricoles viables, à fonder un développement rural diversifié et à sortir de la pauvreté les travailleurs qui en dépendent, reste une question vivement débattue. Pour un certain nombre d'auteurs, le rôle que pourraient jouer les petites unités dans le développement rural suscite une adhésion mitigée. Dans un monde où la globalisation est désormais un fait qui s'exprime aussi bien dans les logiques globales que dans les pratiques et dynamiques les plus locales (et même celles du monde intime), les petites exploitations ne seraient tout simplement pas en mesure d'affronter les défis que pose la nouvelle réalité économique à laquelle les espaces ruraux sont exposés [Maxwell, Urey, Ahsley, 2001 ; Hazell, 2003 ; Collier, Dercon, 2009].

L'objectif de ce numéro est de questionner l'éloge dont fait l'objet la petite agriculture, notamment de la part des organisations internationales, de souligner ses mérites en tant que vecteur d'un développement juste et durable, mais aussi de discuter des fragilités qui handicapent son avenir.

Les obstacles à l'essor d'une petite agriculture prospère

On peut recenser six obstacles à l'essor d'une petite agriculture prospère.

Premièrement, les firmes multinationales sont devenues l'un des principaux acteurs dans la chaîne des valeurs des produits agricoles et agroalimentaires dans les pays en développement. À l'origine de ce processus, on trouve d'une part des facteurs d'ordre externe comme la libéralisation des marchés des capitaux et l'accroissement des investissements directs étrangers, l'ouverture des marchés agricoles et leur intégration à l'échelle mondiale, et d'autre part des changements socio-économiques internes aux pays tels que la progression soutenue de la consommation d'aliments transformés en ville consécutive à l'amélioration du niveau de vie des ménages et à la hausse du coût d'opportunité du temps des femmes. L'ensemble de ces facteurs explique l'intérêt des grandes entreprises internationales pour un secteur traditionnellement jugé peu porteur et a conduit à leur installation durable dans les pays en développement.

L'internationalisation du secteur agroalimentaire est allée de pair avec la restructuring des trois segments qui le composent, à savoir la transformation des produits primaires, le commerce de gros et le commerce de détail. Ce remaniement de la chaîne de transformation/commercialisation s'est traduit par la concentration des firmes et leur intégration verticale [Reardon *et al.*, 2009]. Le système d'approvisionnement a été réorganisé autour d'achats en très grosses quantités, livrables

selon un agenda impératif, et soumis à des normes de qualité strictes. La traçabilité des produits et leur corollaire, l'information sur le nombre d'applications de pesticides, le bien-être des animaux, l'abandon du recours au travail des enfants, l'absence d'organismes génétiquement modifiés (OGM), etc. sont devenus des exigences de plus en plus pressantes des consommateurs. Respecter l'ensemble de ces critères implique de gros investissements dans de nouvelles techniques de production et dans la gestion des opérations de post-récolte, et certains coûts (notamment les coûts de certification) sont soumis à d'énormes économies d'échelle. Les centrales d'achat ont donc intérêt à traiter avec les grands exploitants plutôt qu'avec une myriade de petits paysans. Ces derniers sont ainsi contraints de concourir sur des marchés plus exigeants en termes de volumes livrés, de calendrier de fourniture, de qualité des produits et de sécurité sanitaire. Leur participation à la chaîne de commercialisation, qui reste théoriquement possible, impose qu'ils aient accès à d'autres formes de capitaux que la terre, tels l'irrigation et les infrastructures de communication et de stockage, ainsi qu'à des services techniques, commerciaux, financiers, etc. L'industrie agroalimentaire peut avoir intérêt à endosser un rôle de coordinateur de l'ensemble de la filière et proposer des contrats dits complets, implicites ou explicites, liant la livraison du produit final à la fourniture d'intrants et de crédit. Toutefois, le succès de cette stratégie, coûteuse lorsqu'elle s'adresse à une multitude de petits producteurs, dépend de nombreux facteurs.

Le risque est ainsi de voir se développer une structure agraire duale, favorisant la concentration productive industrielle et excluant les paysans les plus fragiles des circuits marchands rentables. Les agricultures pourraient ainsi s'engager sur le chemin d'une polarisation productive avec, d'un côté, une myriade de petits agriculteurs qui assureraient tant bien que mal les besoins alimentaires des pauvres ruraux et des périurbains, et de l'autre une poignée d'entreprises multinationales de l'agroalimentaire accaparant progressivement les meilleures terres agricoles de la planète pour les travailler selon un modèle hyper-productiviste¹. L'intrusion en Afrique, en Amérique latine et en Asie de ces entreprises financées par des capitaux multinationaux privés et/ou étatiques, a déjà conduit à une recomposition des formes de production traditionnelles et des modes de construction des territoires qui évince les petits paysans [Cirad, 2009 ; Cotula *et al.*, 2009 ; Gómez, 2011 ; FAO, 2011a]. Des études réalisées dans des pays où l'agriculture familiale a une forte présence suggèrent une évolution dans ce sens [Hernández, 2007 ; Hernández, Muzi, Fossa Riglos, 2010].

Plusieurs articles de ce numéro soulignent les difficultés d'insertion des petites agricultures dans la concurrence internationale, du fait de la quasi inexistence de mécanismes d'intégration verticale et/ou de leur piètre performance. Christian Corniaux et ses coauteurs décrivent bien les obstacles à la construction d'une filière laitière « moderne » dans plusieurs pays du Sahel, notamment en raison du

1. Voir en ce sens <http://www.landcoalition.org/fr/publications/transnational-land-deals-agriculture-global-south>, ainsi que <http://www.landcoalition.org/fr/publications/les-droits-fonciers-et-la-ruée-sur-les-terres>.

faible niveau de développement de ces pays et de la pauvreté des éleveurs, engagés dans des stratégies sécuritaires. L'article de Jean Philippe Colin retrace les crises qui ont frappé en Côte-d'Ivoire les deux filières de l'ananas (conserves et frais) pourtant organisées sur des modèles très différents : contractuelle et centralisée pour l'ananas en conserve, multiplexe et décentralisée pour l'ananas frais. Il attire l'attention sur le rôle préjudiciable joué par la contrainte extérieure : concurrence émanant des pays asiatiques pour l'ananas en conserve et centraméricaine dans le cas de l'ananas frais. Toutefois, ce sont bien des raisons d'ordre interne qui expliquent la perte de compétitivité des deux filières : dysfonctionnements du dispositif contractuel mis en place par les unités de production d'ananas en conserve et manque de réactivité des petits producteurs face au durcissement des normes de qualité de l'ananas frais émanant du marché européen, imputable à leurs difficultés d'organisation et leur reconversion variétale tardive.

À l'inverse, trois études empiriques suggèrent que la rivalité présumée entre agriculture familiale et industrielle n'est pas toujours fondée. L'article d'Anaïs Marshall, Évelyne Mesclier et Jean-Louis Chaléard montre que l'intégration des petits producteurs péruviens dans les filières agro-exportatrices a été possible sans pour autant compromettre leurs stratégies de polyculture. Les clés du succès ont résidé d'une part dans l'articulation de l'agriculture d'exportation avec les trajectoires productives locales anciennes et d'autre part dans la diversité des contrats (location ou intégration) passés entre les entreprises agro-industrielles et les petits producteurs. De même, l'organisation duale du secteur de l'huile de palme et de celui du cacao au Ghana et en Indonésie, analysés par Stéphanie Barral et François Ruf, indique que grandes plantations industrielles et petite paysannerie peuvent coexister. Les difficultés de stockage, la nécessité de transformation rapide du produit, l'intensité en travail de la culture, la facilité d'entretien des plantations et la qualité de la main-d'œuvre qu'elle implique, la régularité des récoltes, expliquent que l'un ou l'autre modèle se soit imposé. Enfin, Marie-Hélène Dabat et Rabah Lahmar nous dépeignent la position originale de la culture du niébé au Burkina Faso et son succès commercial, tant sur les marchés urbains nationaux qu'à l'exportation. Cette prouesse témoigne de la réactivité des petits agriculteurs, largement majoritaires dans le pays, à leur environnement économique et leur grande capacité d'adaptation aux contraintes biophysiques.

Un second obstacle, souvent évoqué, à la prospérité de la petite agriculture des pays du Sud concerne sa productivité : elle est tellement éloignée de celle du reste du monde qu'il sera très difficile et surtout très coûteux de l'amener à un niveau qui lui permette d'affronter la concurrence internationale. Les nombreuses imperfections des marchés en milieu rural impliquent des coûts d'acquisition des facteurs de production très différents selon la taille des exploitations. Les plus petites ont un avantage significatif lorsque le coût du travail représente une part importante du coût total. En revanche, dès que l'agriculture devient plus intensive en transactions au-delà du bord du champ, comme par exemple lorsqu'il faut acheter les intrants, vendre la production, prendre un crédit, les grandes exploitations reprennent l'avantage. Or, l'adoption d'avancées techniques est cruciale pour

l'amélioration de la productivité. L'émergence, dans les années quatre-vingt-dix, de technologies très sophistiquées utilisant des intrants coûteux (semences OGM, herbicides, pesticides, fertilisants, équipements motorisés de grande puissance, etc.) et exigeant des modes de gestion performants, ont conduit à des formes de production industrielle très efficaces. Ces innovations ont favorisé la formation d'entreprises agricoles beaucoup plus dépendantes des connaissances techniques et scientifiques que ne l'était l'agriculture familiale, fondamentalement construite sur la transmission des savoirs acquis par l'expérience, où le passage se faisait dans le cadre familial (de parent à enfant) et/ou de voisinage. Aujourd'hui, l'adoption d'innovations technologiques et managériales dépend plus étroitement du niveau d'éducation du producteur, de l'accès à des services de vulgarisation et de l'insertion dans un réseau d'entrepreneurs innovants que de connaissances extraites de la pratique des aïeux ou du cercle social proche. Le cadre familial a ainsi évolué dans son rôle social, tout comme les modes de construction des rapports de voisinage, qui, en raison des liens plus serrés entre la ville et la campagne, s'appuient plus souvent sur des registres citadins qu'agro-productifs (les thèmes d'intérêt, les conflits, les convergences, etc. se forgent autour de problématiques urbaines). En conséquence, les possibilités d'acquisition informelle du « capital agro-productif » par les petits agriculteurs sont quasi inexistantes.

Troisièmement, on assiste, depuis les années quatre-vingt, à un tournant des politiques agricoles. En concédant une plus grande reconnaissance au rôle des marchés et à l'importance de la compétitivité, les politiques agricoles se sont traduites par des mesures d'ouverture commerciale, de réduction et d'élimination des subventions sur les produits et les intrants et de déréglementation des marchés financiers. Dans de nombreux pays, le retrait de l'État des circuits d'approvisionnement en semences, engrais, crédit, et la quasi-disparition de services publics d'assistance technique ont laissé les petits cultivateurs exposés aux imperfections des marchés des facteurs sur lesquels ils doivent entrer à des coûts de transaction souvent rédhibitoires. Il y a là un certain paradoxe. En effet, les succès de la révolution verte ont généralement été possibles grâce à l'action soutenue et coordonnée de l'État dans la fourniture de ces biens et services. Le coût fiscal en fut cependant trop élevé et pèse toujours sur les dettes publiques. En outre, les aides accordées ont souvent bénéficié aux agriculteurs les plus productivistes et ont contribué à renforcer la reproduction des inégalités existant entre les exploitations, les productions et les régions. En conséquence, dès la fin des années 1980, la fourniture des intrants et la commercialisation des produits par le secteur privé a été politiquement privilégiée. Plus récemment, de nombreux gouvernements ont mis en place des aides directes aux exploitants afin de soutenir l'amélioration de leur productivité et/ou compenser l'impact souvent désastreux de la libéralisation du commerce sur leurs revenus. Ces programmes font apparaître des résultats mitigés. L'article d'Éric Leonard, Rafael Palma et Virginie Brun analyse bien les difficultés de la politique agricole mexicaine à atteindre sa population cible et éviter que les principales mesures de soutien aux exploitations bénéficient principalement aux plus « riches » d'entre elles. Il montre que les transferts publics

jouent un rôle ambigu et contradictoire : d'un côté ils remplissent indiscutablement leur rôle d'amortisseur des effets néfastes de l'ouverture commerciale sur les ménages les plus pauvres, mais ils renforcent, d'un autre côté, les inégalités de revenu, car les acteurs puissants, grâce à leurs réseaux sociaux, infléchissent à leur avantage les subventions et aides publiques.

Une quatrième source d'inquiétude a longtemps porté sur la chute à long terme des prix de la plupart des produits agricoles. Toutefois, l'envolée spectaculaire des cours en 2006, et le maintien de ces derniers à un niveau élevé depuis cette date a convaincu certains analystes que l'ère des aliments bon marché était terminée [FAO, 2009]. Si cette progression des prix est plutôt une bonne nouvelle pour les agriculteurs, la variabilité record qui a accompagné ce tournant reste un profond motif d'inquiétude. Outre les explications traditionnelles à la volatilité des prix (baisse de la production dans les principaux pays exportateurs, niveau historiquement bas des stocks) l'entrée de fonds spéculatifs, attirés par des possibilités de gains rapides et élevés, a contribué à déstabiliser les marchés agricoles. Le comportement de nombreux investisseurs institutionnels et de « traders non commerciaux » tels que les fonds de pension et les *hedge funds* a en effet changé en raison de la chute de la rentabilité des actifs traditionnels. Ces nouveaux acteurs ont tellement accumulé les titres agricoles qu'au cours des cinq dernières années, ils ont détenu l'équivalent de la demande annuelle de l'industrie américaine d'éthanol et deux ans de la consommation étasunienne de blé [Masters, 2008]. Or, les petits producteurs affrontent moins facilement l'instabilité des prix que les grandes exploitations pour deux raisons : l'absence de capacités de stockage et la quasi-inexistence de mécanismes d'assurance contre la variabilité intra- et inter-saisonnière des prix. Il en résulte généralement un comportement anti-risque peu favorable à l'amélioration de la productivité qui impose d'investir dans des technologies intensives en capital.

Cinquièmement, les liens entre l'agriculture et le reste de l'économie devraient être moins puissants en économie ouverte. Le recours aux importations s'avère être une stratégie efficace pour faire baisser le prix des aliments (hors période de flambée des cours) et le secteur manufacturier peut développer son activité à l'exportation en attendant qu'une demande intérieure soutenue se forme [Reardon, Stamoulis, Pingali, 2007]. Compter sur la seule dynamique agricole pour soutenir la croissance économique et réduire la pauvreté constituerait, dans le nouvel environnement économique mondialisé, une démarche peu judicieuse. En revanche, les activités rurales non agricoles sont porteuses de nombreux espoirs et ont fait l'objet d'un nombre croissant d'études depuis le début des années 1990 [Lanjouw, Lanjouw, 1995 ; Reardon, Berdegué, Ecombar, 2001]. On sait qu'elles représentent 35 à 50 % des revenus des ménages ruraux et 25 à 40 % de l'emploi, qu'elles jouent un rôle crucial dans la diversification des risques, le financement d'investissements agricoles, le lissage inter-saisonnier des revenus, la survie des ménages mal dotés en terre [Reardon, Stamoulis, Pingali, 2007].

Toutefois, la contribution potentielle du secteur rural non agricole à la croissance économique, à l'emploi et aux revenus est loin de faire l'objet d'un consensus.

En effet, la production rurale non agricole est souvent concentrée dans le commerce de détail et les services, et s'organise autour de très petites entreprises qui fabriquent des produits de faible qualité avec des techniques de production peu efficaces. En conséquence, les emplois créés hors de l'agriculture en milieu rural sont généralement peu productifs et par conséquent mal payés, parfois moins qu'une journée de travail agricole. Cette caractéristique explique qu'ils n'aient qu'un impact limité sur la pauvreté et qu'ils contribuent à renforcer plutôt qu'atténuer l'inégale distribution des revenus [Lanjouw, 2001 ; Phélinas, 2004 ; De Janvry, Sadoulet, 2001 ; Van de Walle, Cratty, 2003]. Dès les années soixante-dix, plusieurs auteurs avaient attiré l'attention sur les risques de disparition rapide de ce secteur dès qu'il serait confronté à la pénétration des produits manufacturés urbains [Hymer, Resnick, 1969 ; Anderson, 1982]. Ce danger d'éviction s'est aggravé avec la globalisation qui a accru l'exposition des entreprises rurales à la concurrence internationale et leur impose de faire du business autrement. Comme pour la production agricole, la qualité et les quantités de biens ou services demandés ont progressé et l'intrusion de firmes internationales, tant sur le segment de la fourniture d'intrants que sur le segment de la commercialisation des produits de consommation courante, risque d'évincer les plus petites entreprises locales.

Sixièmement, les aspirations individuelles ont évolué de manière significative sous les effets de la globalisation. Les modèles de consommation occidentaux ont poussé les jeunes ruraux vers les centres urbains et provoqué ainsi une perte de main-d'œuvre familiale qui faisait l'une des forces de la petite agriculture². Ces migrations, combinées avec l'arrivée des nouvelles technologies de la communication et de l'information, ont produit une intégration (au moins symbolique) des villages les plus reculés de la planète à l'imaginaire mondial le plus avant-gardiste exprimé sur la toile Internet. L'intrusion des idées et des opinions planétaires dans les mondes ruraux a eu des répercussions à tous les niveaux de socialisation, depuis les pratiques collectives (religieuses, de loisir, sportives, etc.), en passant par les formes institutionnelles, les manifestations politiques, les espaces de rencontre construits et utilisés par les acteurs locaux. L'article d'Olivia Aubriot et Tristan Bruslé évoque bien les nouvelles aspirations des jeunes migrants népalais, éloignées du travail du sol. Les auteurs mettent en évidence les nouvelles logiques identitaires individuelles issues de ces mobilités et la recomposition profonde des rapports intrafamiliaux qui en découle. Le cadre familial n'est plus forcément la référence idéale ni même la plus tangible pour les jeunes générations : elles ne se voient guère reprenant la ferme à la retraite des parents et, même lorsque les jeunes vivent encore dans leur foyer d'origine, ils s'emploient souvent à l'extérieur de l'exploitation familiale. Du coup, le travail familial, véritable pilier et atout incontestable de la petite agriculture, se fragilise.

2. La population rurale dans les pays en développement est passée de 60,9 % en 1980, à 55,3 % en 1995 et à 49,4 % en 2010 [FAO, 2011b, p. 90].

Les atouts de la petite agriculture

Face à ces défis considérables, il faut revenir sur les atouts de ce mode d'organisation socio-productif qu'est la petite agriculture. Les raisons pour lesquelles cette agriculture survit, au-delà du constat évident que c'est grâce au bas coût de la main-d'œuvre familiale et aux piètres conditions de vie des agriculteurs, sont nombreuses. Dans la littérature sur le sujet, on peut identifier deux registres d'argumentation. Un premier registre, réaliste, souligne que la petite agriculture constitue le principal (et souvent le seul) moyen de garantir la subsistance des familles qui vivent de la terre. Face à la rareté des opportunités d'emploi non agricole en milieu rural, l'agriculture reste bien souvent le seul moyen à disposition des populations rurales pour se nourrir et survivre.

Un second registre se nourrit des positions critiques (l'une modérée, l'autre radicale) du mode industriel d'exploitation qui servent, en creux, à la défense du modèle perçu comme opposé. Les études qui se placent dans cette perspective soulignent les externalités négatives engendrées par l'agriculture intensive et son internationalisation comme les effets sur l'environnement, les risques d'exclusion sociale des petits paysans, la dévalorisation des savoirs non « marchandisables », et le déplacement des prises de décision des territoires et des populations locales vers l'extérieur. Globalement, ces regards critiques voient dans la petite agriculture un mode d'organisation social qui, certes, garantit la production d'aliments, mais surtout possède une logique holiste présentée comme une voie de dépassement de l'agriculture intensive et de neutralisation de ses effets néfastes. Les tenants de ces positions font également état de sa capacité à gérer des éléments hétérogènes (objets humains et non humains) au moyen d'une organisation matérielle et symbolique complexe.

La critique radicale part du principe que la petite agriculture n'est qu'un rouage dans le système économique globalisé. Il n'y a donc pas lieu de promouvoir de légers changements via les politiques publiques car ils ne seraient que des arrangements de forme. C'est un *changement de civilisation* qui doit s'imposer [Latouche, 2010 ; Guzmán Casado, González de Molina, Sevilla Guzmán, 2000]. Dans ce nouveau système, il n'y aurait plus de grands et de petits cultivateurs ni de modes de production guidés par la consommation et le profit mais des agricultures pensées en fonction d'une utilisation rationnelle des ressources non renouvelables et selon des critères politiques, écologiques, sociaux, culturels issus d'une gouvernance mondiale. L'appel à la construction d'un nouveau paradigme (comme l'agroécologie ou le *buen vivir*) ne se circonscrit pas à la seule dimension agronomique ou technique qui permettrait de résoudre tous les problèmes avec le savoir scientifique, mais prétend incarner une véritable alternative cosmologique. Il s'agit, pour ces regards radicaux, de refonder les bases du rapport au monde et aux autres, de donner un contenu aux piliers d'un nouveau contrat philosophique où les principes structuraux (nature/culture, société/individu, capital/travail, homme/femme, etc.) seraient entièrement revus. Finalement, la petite agriculture se verrait investie d'un projet de construction d'une logique propre, où ses attributs

seraient glorifiés dans des valeurs opposées à celles de l'agriculture entrepreneuriale. Dans cette vision politiquement correcte du développement rural, l'agriculture nouvelle permettrait de développer un modèle de production socialement juste, économiquement efficient, techniquement respectueux des ressources non renouvelables et pourvoyeur d'une nourriture diversifiée et saine.

La version modérée insiste sur l'articulation des logiques familiales, économiques, sociales et environnementales qui contribue à ériger un système capable de se perpétuer dans le temps. La logique temporelle de long terme (d'une génération à la suivante) des petites exploitations s'articule bien aux besoins de restauration des ressources naturelles utilisées et de préservation de la biodiversité. De même, l'organisation familiale du travail, qui autorise une flexibilité productive et organisationnelle, permet de varier les modalités de production, les cultures choisies, selon la composition du ménage, la disponibilité des membres à chaque moment de l'année, les fluctuations de la demande, le calendrier agricole. Le cadre des Sustainable Rural Livelihoods (SRL), présenté par Jean-Michel Sourisseau *et al.*, permet de rendre compte de la grande capacité d'adaptation des agricultures familiales aux changements structurels de tous ordres qu'elles doivent affronter. En analysant le fait agricole comme une composante de systèmes d'activité multi-sectoriels et multisitués, ils démontrent, à travers trois études de cas (France, Mali, Brésil), la diversité et la richesse des réponses paysannes aux chocs exogènes qui les affectent. La contribution de Véronique Alary *et al.* souligne également les capacités d'adaptation des communautés bédouines de la côte nord-ouest de l'Égypte aux changements globaux (notamment au changement climatique). Les auteurs décrivent l'évolution des pratiques agropastorales et analysent les stratégies novatrices des familles bédouines dans la gestion des multiples ressources à leur disposition (hydrauliques, foncières, main-d'œuvre familiale, emplois non agricoles etc.) et qui expliquent la forte résilience de ce système.

La dimension locale est un autre atout de la petite agriculture analysé dans ce numéro. Les petites exploitations mettent en place des stratégies spécifiques qui font appel à des ressources sociales et à des modes d'organisation novateurs, déplaçant l'axe structurant de la famille vers le territoire [Massard, Torre, Crevoisier, 2004]. Certains auteurs voient dans les systèmes de production localisés – SYAL – ou dans l'agriculture biologique un moyen de construire un espace alternatif à l'agro-industrie. Les liens de coopération et d'association entre acteurs identifiés à un territoire permettent de développer des productions elles-mêmes conçues en rapport à une localité, tels les *produits du terroir*. Marie Gisclard et Gilles Allaire expliquent qu'au nom de l'intérêt national, l'État argentin a été amené à soutenir la petite agriculture « de l'intérieur » en raison de sa capacité à contrecarrer les dynamiques d'exclusion sociale et économique produites par le fort développement de l'agriculture industrielle exportatrice. Dans cette configuration, la petite agriculture territorialisée devient un « référentiel » des enjeux politiques du développement rural repensé à l'aune des équilibres intersectoriels et interclasses.

Faut-il soutenir les agricultures à géométrie locale ?

À la lecture des contributions proposées dans ce numéro, qui dressent un certain bilan des forces et des faiblesses de la petite agriculture, deux questions fondamentales doivent être soulevées : premièrement, la politique économique doit-elle soutenir la petite agriculture ? Peut-on poser cette question indépendamment des autres « services » (sociaux, écologiques, territoriaux, etc.) qu'elle fournit et des limites du système économique planétaire actuel, éprouvé par de nombreuses crises (énergétique, environnementale, démographique, alimentaire, sanitaire) [Chevassus-au-Louis *et al.*, 2009] ?

Plusieurs auteurs [Lipton, 2005 ; Pingali, 2007] font remarquer très justement que dans l'histoire moderne, il n'existe pas un seul exemple de réduction massive de la pauvreté sans accroissement de l'emploi et des revenus (agricoles et non agricoles) des petites exploitations familiales. Les économies latino-américaines et asiatiques en forte croissance attestent le succès d'une stratégie de développement agro-centrée. Ces expériences suggèrent que la petite agriculture est à même de s'intégrer dans un modèle d'organisation complexe, non familial, qui peut se constituer en alternative à l'agro-industrie. Plusieurs contributions de ce numéro vont dans ce sens en démontrant qu'il est possible de mettre en place des systèmes de production efficaces capables de s'insérer de manière innovante dans les marchés locaux, nationaux, régionaux. Toutefois, pour que le « miracle » s'accomplisse, certaines conditions, particulièrement contraignantes, doivent être respectées. L'investissement dans les services publics tels que l'infrastructure routière, les sources d'énergie, les services de santé et d'éducation etc., est indispensable aux petits paysans qui ne peuvent auto fournir ces services. La politique publique doit aussi s'attacher à corriger les imperfections des marchés des extrants comme des intrants et des services financiers. Comment le faire reste une question ouverte, de même que la capacité des États à mettre en œuvre financièrement, politiquement et institutionnellement un développement rural ambitieux. Un des moyens suggéré consisterait à soutenir des innovations institutionnelles instaurant des collaborations entre les paysans, les entreprises privées et l'État. Jusqu'où promouvoir ces initiatives est la ligne qui sépare ceux qui croient que la petite agriculture a un avenir de ceux qui n'y croient pas.

Une autre dimension clé de la discussion est celle du niveau de développement des pays. En effet, pour les nations encore éloignées de la transformation de leur économie, peu d'alternatives autres que le développement de l'agriculture sont envisageables. Lancer un secteur manufacturier au moment où l'Inde et la Chine inondent les marchés internationaux de produits bon marché n'est pas forcément une option prometteuse pour les pays qui ont du mal à attirer les investissements étrangers et qui font face à des coûts élevés d'accès aux marchés mondiaux. Développer un secteur des services ne peut se faire que si la demande intérieure est soutenue. En conséquence, à moins que des sources de richesse ne soient créées par les secteurs primaires et secondaires, les emplois de service risquent de rester peu qualifiés et mal payés. De même, la production rurale non agricole

est vouée à l'échec lorsque la croissance de la production et des revenus agricoles est limitée et tirée par les performances des plus grandes exploitations. Éric Leonard, Rafael Palma et Virginie Brun montrent bien que les zones mal dotées en ressources naturelles, où les exploitations sont pauvres, n'ont pas la capacité à développer une économie non agricole prospère car les liens habituels entre agriculture et autres secteurs (d'investissement, de production amont et aval et de consommation) sont ténus.

Il va sans dire que le choix d'un modèle de développement rural dépend du poids politique des paysans, variable d'un pays à l'autre. Les acteurs de la petite agriculture forment souvent des groupes spatialement dispersés, dont les intérêts divergent et qui disposent d'un accès limité à l'éducation et aux moyens de communications modernes. En conséquence, ils font face à de nombreux obstacles pour engager une action collective et défendre leurs intérêts [Binswanger, Deninger, 1997 ; de Gorter, Swinnen, 2002 ; Birner, Resnick, 2011]. Dans bien des cas, l'éloignement physique des centres du pouvoir fait obstacle aux pressions politiques organisées sous forme de manifestations ou révoltes spectaculaires. Toutefois, certaines études microsociales montrent que des formes de résistance s'organisent et que le recours aux identités paysannes permet d'asseoir la critique du modèle productiviste et son rapport aux ressources/capitaux sociaux, naturels, et symboliques (le mouvement des sans terre au Brésil, les mouvements paysans en Argentine, ou les récents mouvements de révolte ethnico-paysans en Équateur). En Afrique, en Asie ou en Amérique latine, ces mouvements sociaux se positionnent idéologiquement comme des mouvements de « paysans indigènes », revendiquant une agriculture durable, écologiquement non prédatrice, et construite conceptuellement dans des cadres alternatifs de « post-développement », de « décroissance », « biocentrique », etc. [Latouche, 2010 ; Escobar, 2005 ; Gudynas, 2012]. La contribution de Frédéric Bourdier montre comment les acteurs qui vivent dans des mondes sociétaux « ethniques » pensent l'activité agricole au-delà de la seule fonction productive. Les pratiques agricoles sont *encastrées* dans des visions globales du monde, et collaborent à l'organisation des rapports entre les humains (depuis la parenté, jusqu'au niveau social, en passant par les rapports villageois, urbains, etc.) et avec les non-humains. On ne saurait élaborer une politique de soutien à la petite agriculture sans considérer cette complexité.

Le dernier point à aborder est le contexte environnemental dans lequel vit et survit la petite agriculture. La Révolution verte a permis d'éviter les famines dans nombre de pays en développement sans mettre en péril de vastes étendues des forêts tropicales [Griffon, 2007]. Mais depuis les années quatre-vingt-dix, l'agriculture avance sur des zones qui lui sont peu propices et qui, soumises à un processus de production intensif, se retrouvent fragilisées. Les effets néfastes de l'intensification sur l'environnement s'étaleront sur le long terme et concernent aussi bien les populations rurales humaines que non humaines. Outre la déforestation et la désertification, les pollutions aux engrais, aux pesticides et aux herbicides des eaux et de l'air, celles dues à l'usage de médicaments et d'adjuvants pour les animaux, la perte de la biodiversité, la surexploitation des nappes

phréatiques et la salinisation des sols menacent la capacité intrinsèque des écosystèmes à se reproduire et compromettent l'avenir de la petite agriculture. Le bilan social et environnemental du dernier cycle d'intensification agricole est peu enchanteur : on constate que le modèle productiviste a progressé partout où les politiques publiques ont le plus dérégulé le cadre de l'activité économique, que la polarisation de la structure agraire a tendance à se renforcer et que le risque d'exclusion des plus pauvres de la seule activité qui leur permettait au moins de nourrir leur famille, devient réel et durable.

Développer la petite agriculture suivant les multiples expressions dont elle est capable en fonction des configurations et contextes socioculturels spécifiques constitue certes une opportunité à saisir afin de construire un mode de développement attentif à la biodiversité, aux modalités d'ancrage territorial, aux articulations des espaces urbains et ruraux, des générations, des savoirs, etc. Toutefois, les difficultés que rencontre la petite agriculture familiale pour faire face aux défis (de tous ordres) qui l'attendent sont une réalité à laquelle doivent répondre les pays du Sud (comme du Nord, d'ailleurs...). L'objectif ultime n'est en effet pas de maintenir des millions de petits paysans sur leurs lopins de terre, mais bien de leur offrir les moyens de mener une existence décente.

Bibliographie

- ANDERSON D. [1982], "Small Industry in Developing Economies: A Discussion of Issues", *World Development*, vol. 10, n° 11, p. 913-948.
- BANQUE MONDIALE [2008], *Rapport sur le développement dans le monde : l'agriculture au service du développement*, Washington (D. C.), Banque mondiale, 424 p.
- BINSWANGER H., DEININGER K. [1997], "Explaining Agricultural and Agrarian Policies in Developing Economies", *Journal of Economic Literature*, vol. 35, n° 4, p. 1958-2005.
- BIRNER R., RESNICK D. [2010] "The Political Economy of Policies for Smallholder Agriculture", *World Development*, vol. 38, n° 10, p. 1442-1452.
- CHEVASSUS-AU-LOUIS B., FERONE G., GRIFFON M., KAHN A., PISANI E. [2009], *Les Défis de l'agriculture mondiale au XXI^e siècle. Leçons inaugurales du Groupe ESA*, Angers, Édition Groupe ESA (École Supérieure d'Agriculture d'Angers), 319 p.
- CIRAD [2009], « Les investissements fonciers à grande échelle. Quelles réalités ? Quelles conséquences pour l'agriculture familiale et quels choix en termes de politiques de développement ? », *Journée organisée le jeudi 3 septembre 2009 par le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) à Montpellier* : <http://www.cirad.fr/publications-ressources/science-pour-tous/conferences/les-investissements-fonciers-a-grande-echelle-queelles-realites/programme-et-videos>, page consultée le 3 septembre 2012.
- COLLIER P., DERCON S. [2009], "African Agriculture in 50 Years: Smallholders in a Rapidly Changing World?", *Expert Meeting on How to Feed the World in 2050*, Food and Agriculture Organization of the United Nations Economic and Social Development Department, Rome, Italy, 24-26 June, 13 p.

- COTULA L., VERMEULEN S., LEONARD R., KEELEY J. [2009], *Land Grab or Development Opportunity?*, Londres/Rome, IIED/FAO/FIDA, 120 p.
- DE GORTER H., SWINNEN J. [2002] "Political Economy of Agricultural Policy", in GARDNER B., RAUSSER G. (dir.), *Handbook of Agricultural Economics*, Chapter 36, vol. 2B, "Agricultural and Food Policy", Amsterdam, North Holland-Elsevier, p. 1893-1943.
- DE JANVRY A., SADOULET E. [2001], "Income Strategies Among Rural Households in Mexico: The Role of Off-farm Activities", *World Development*, vol. 29, n° 3, p. 467-480.
- ESCOBAR A. [2005] « El post-desarrollo como concepto y práctica social », in MATO D. (dir.), *Políticas de Economía, ambiente y sociedad en tiempos de globalización*, Caracas, Facultad de Ciencias Económicas y Sociales, Universidad Central de Venezuela, p. 17-31.
- FAO [2009], *The State of Agricultural Commodity Markets 2009*, Rome, Food and Agriculture Organization of the United Nations, 63 p.
- FAO [2011a], « Acaparamiento de tierras – Estudios de 17 países de América latina y el Caribe », *Seminario Dinámicas en el mercado de la tierra en América Latina y el Caribe*, Oficina Regional de la FAO para América Latina y el Caribe, Santiago de Chile, 14-15 de Noviembre 2011, 551 p. : <http://www.rlc.fao.org/fileadmin/content/events/semtierras/acaparamiento.pdf>, page consultée le 3 septembre 2012.
- FAO [2011b], *The State of Food and Agriculture 2010-11*, Rome, Food and Agriculture Organization of The United Nations, 147 p.
- GÓMEZ S.E. (dir.) [2011], « Reflexiones sobre la dinámica reciente del mercado de la tierra en América latina y el Caribe », *Documento de Trabajo*, Seminario « Dinámicas en el mercado de la tierra en América Latina y el Caribe », Oficina Regional de la FAO para América Latina y el Caribe, Santiago de Chile, 14-15 de Noviembre 2011, 54 p. : <http://www.rlc.fao.org/fileadmin/content/events/semtierras/reflexiones.pdf>
- GRIFFON M. [2007], « Pour des agricultures écologiquement intensives », *Défis de l'agriculture au XXI^e siècle – leçons inaugurales du groupe ESA*, chapitre 5, Angers, ESA, 73 p.
- GUDYNAS [2012] « Estado compensador y nuevos extractivismos. Las ambivalencias del progresismo sudamericano », *Nueva sociedad*, n° 237, p. 128-146.
- GUZMÁN CASADO G.I., GONZÁLEZ DE MOLINA M., SEVILLA GUZMÁN E. [2000], *Introducción a la agroecología como desarrollo rural sostenible*, Madrid, Mundi prensa, 535 p.
- HAZELL P.B.R. [2003], "Is There A Future for Small Farms?", *Agricultural Economics*, vol. 32, n° s1, p. 93-101.
- HERNANDEZ V. [2007], « Entrepreneurs "sans terre" et "pasteurs de la connaissance" : une nouvelle bourgeoisie rurale ? », in HERNANDEZ V.A., OULD-AHMED P., PAPAIL J., PHELINAS P. (dir.), *Turbulences monétaires et sociales. L'Amérique latine dans une perspective comparée*, Paris, L'Harmattan, p. 209-258.
- HERNÁNDEZ V., MUZI E., FOSSA RIGLOS F. [2010], « Modernización agroindustrial y organización socio-productiva en el territorio Pampeano », in ALBALADEJO C., BUSTOS CARA R. (dir.), *Desarrollo rural : competencias y territorios*, Proyecto ANR INTERRA, Bahía Blanca, 5-6 novembre, Argentina.
- HYMER S., RESNICK S. [1969], "A Model of an Agrarian Economy with Non-Agricultural Activities", *American Economic Review*, vol. 59, n° 4, p. 493-506.
- IRZ X., LIN L., THIRTLE C.P., WIGGINS [2001], "Agricultural Growth and Poverty Alleviation", *Development Policy Review*, vol. 19, n° 4, p. 449-466.
- JOHNSTON B.F., MELLOR J.W. [1961], "The Role of Agriculture in Economic Development", *American Economic Review*, vol. 51, n° 4, p. 566-593.

- LANJOUW P. [2001], "Nonfarm Employment and Poverty in Rural El Salvador", *World Development*, vol. 29, n° 3, p. 529-547.
- LANJOUW J.O., LANJOUW P. [1995], "Rural Non-Farm Employment: A Survey", *Policy Research Working Paper*, World Bank, Washington (D. C.), 84 p.
- LATOUCHE S. [2010], *Le Pari de la décroissance*, 2^e édition, Paris, Fayard, coll. « Pluriel », 304 p.
- LIPTON M. [2005], "The Family Farm in A Globalizing World: The Role of Crop Science in Alleviating Poverty", *Discussion paper*, n° 40, International Food Policy Research Institute, Washington (D. C.), 29 p.
- MASSARD N., TORRE A., CREVOISIER O. [2004]. « Proximité géographique et innovation », in PECQUEUR B., ZIMMERMANN J.B. (dir.), *Économie de proximités*, Paris, Lavoisier, p. 155-183.
- MASTERS M.W. [2008], *Testimony of Michael W. Masters Managing Member/Portfolio Manager Masters Capital Management, LLC, before the Committee on Homeland Security and Governmental Affairs United States Senate*, May 20, 2008, s.p., 19 p. : <http://www.hsgac.senate.gov/imo/media/doc/052008Masters.pdf>, page consultée le 3 septembre 2012.
- MAXWELL S., UREY I., AHSLEY C. [2001], *Emerging Issues in Rural Development: An Issue Paper*, London, Overseas Development Institute, 10 p.
- NAGAYETS O. [2005], "Small Farms: Current Status and Key Trends", in *The Future of Small Farms: Proceedings of A Research Workshop*, Wye, UK, 26-29 June 2005, Washington (D. C.), IFPRI, p. 355-367.
- PHÉLINAS P. [2004], « L'emploi complémentaire en milieu rural péruvien : la richesse des pauvres ? », *Économie rurale*, n° 282, p. 40-58.
- PINGALI P. [2007], "Agricultural Growth and Economic Development: A View through the Globalization Lens", *Agricultural Economics*, vol. 37, n° 1, p. 1-12.
- REARDON T., BERDEGUÉ J., ECOBAR G. [2001], "Rural Nonfarm Employment and Incomes in Latin America: Overview and Policy Implications", *World Development*, vol. 29, n° 3, p. 395-409.
- REARDON T., STAMOULIS K., PINGALI, P. [2007], "Rural Non-Farm Employment in Developing Economies In An Era Of Globalization", *Agricultural Economics*, vol. 37, n° 1, p. 173-183.
- REARDON T., BARRETT C.B., BERDEGUÉ J.A, SWINNEN J.F.M. [2009], "Agrifood Industry Transformation and Small Farmers in Developing Countries", *World Development*, vol. 37, n° 11, p. 1717-1727.
- SCHULTZ T.M. [1953], *Economic Organization of Agriculture*, New York (N. Y.), McGraw-Hill, 374 p.
- VALDÉS A., FOSTER W. [2011], "Reflections on The Role of Agriculture in Pro-Poor Growth", *World Development*, vol. 38, n° 10, p. 1362-1374.
- VAN DE WALLE D., CRATTY D. [2003], "Is the Emerging Non-Farm Market Economy the Route Out of Poverty in Vietnam?", *Policy Research Working Paper*, n° 2950, World Bank, Washington D.C., 92 p.